RIDO

Revue Interdisciplinaire Droit et Organisations

APPEL À CONTRIBUTIONS- 2026 : « Les frontières du droit : fiscalité, gouvernance, IA- Redistribution des cartes et nouveaux paradigmes normatifs », en partenariat avec HEC et l'ASSOCIATION FRANCAISE DROIT ET MANAGEMENT.

HEC PARIS — Association Française Droit et Management | French Academy of Legal Studies in Business — RIDO

La RIDO, l'Association Française Droit et Management (AFD&M), HEC vous invitent à soumettre vos articles sur le thème des ***Frontières du droit : fiscalité, gouvernance, IA-Redistribution des cartes et nouveaux paradigmes normatifs*.**

Le droit et le management sont bouleversés par l'émergence de nouveaux standards technologiques et de nouvelles régulations. Les nouvelles pratiques commerciales, les nouvelles exigences économiques et financières et les changements démographiques viennent redéfinir les équilibres établis. Il s'agit notamment d'analyser comment l'évolution de certaines normes peut repousser les limites classiques du droit, qui ne sont plus adaptées aux situations actuelles. **Les études et contributions articulant la fiscalité, les nouvelles technologies ou la gouvernance avec les problématiques juridiques peuvent être proposées à la RIDO.**

Nous encourageons la soumission de propositions offrant une réflexion sur ces mutations, qu'il s'agisse d'analyses théoriques, d'études de cas ou d'approches comparatives, afin d'éclairer les interactions entre le droit et le management. Les axes suivants sont proposés sans être exhaustifs :

1. La frontière fiscale, mutation et redistribution de la puissance fiscale

- Le poids de la conformité (*Compliance*) : analyse du décuplement des obligations déclaratives et des risques de contentieux dans un paysage fiscal fragmenté malgré les velléités d'harmonisation ;
- La souveraineté et les résistances : étude des positions nationales divergentes (notamment des États-Unis) face aux standards de l'OCDE et aux tentatives d'imposition unitaire ;
- La fiscalité et la RSE : la transparence fiscale comme indicateur de performance extra-financière et levier de la responsabilité sociétale ;
- La mobilité des structures : enjeux fiscaux et juridiques du transfert de siège social au sein de l'Union Européenne et impact sur l'assiette fiscale territoriale.

2. La frontière technologique, l'intelligence artificielle, une transversalité et un rayonnement de la norme

- L'extraterritorialité du Règlement IA : impact du règlement européen sur les entités étrangères commercialisant leurs systèmes dans l'Union et redistribution de l'innovation mondiale ;
- La responsabilité et les nouveaux contextes juridiques : reconfiguration des concepts de responsabilité civile, pénale et contractuelle face aux systèmes autonomes ;
- La propriété intellectuelle et l'IA générative : protection des données d'entraînement, statut des œuvres créées par IA et lutte contre la désinformation ;
- L'IA et l'éthique des affaires : intégration des standards de non-discrimination et de transparence dans les algorithmes de décision managériale ;

- La gouvernance algorithmique : place de l'IA dans les conseils d'administration et surveillance des risques technologiques par les instances de direction ;
- L'IA, la cybersécurité et cyber assurance : une reconfiguration de la gouvernance des risques ;
- L'IA face à la compréhension et l'application de la norme : quelles conséquences sur la pratique des professionnels du droit ?

3. La frontière de la gouvernance : reconfiguration de la gouvernance, de la RSE et de la durabilité

- **Le droit de l'espace (New Space) :** régulation commerciale, exploitation des ressources spatiales et gestion durable des infrastructures orbitales ;
- **Les aides d'État et souveraineté :** encadrement des subventions étrangères (FSR) et protection des actifs stratégiques européens ;
- **La mobilité fiscale et structures juridiques :** enjeux du transfert de siège social au sein de l'UE et arbitrage entre liberté d'établissement et abus de droit ;
- **L'évolution normative de la RSE :** mise en œuvre des directives CSRD et CS3D ; contractualisation des obligations de vigilance sur l'ensemble de la chaîne de valeur ;
- **Les aides d'État et transition écologique :** rôle des financements publics (subventions, PIIEC) dans le soutien aux stratégies de décarbonation des entreprises ;
- **L'Intégration et surveillance des critères ESG :** nouveaux outils de mesure de l'impact environnemental et social dans les pratiques de gouvernance d'entreprise ;
- **Le Reporting extra-financier et normes comptables :** défis liés à l'évaluation et à l'audit de la performance durable pour une transparence accrue ;
- **L'émergence de normativités hybrides :** rôle des acteurs non traditionnels (ONG, activistes) dans la création de standards de durabilité contraignants.

4. Les mutations en matière de pédagogie

Comment adapter la transmission des savoirs à un environnement normatif et des pratiques qui sont en constante redéfinition dans le but de répondre aux besoins changeants des organisations ?

- **Enseigner la norme sans frontières :** former les futurs juristes et managers à la transversalité des règlements globaux (IA Act, Pillar 2, CSRD) ;
- **L'intelligence artificielle comme levier pédagogique :** Intégration éthique et stratégique de l'IA générative dans les parcours d'apprentissage ;
- **Transversalité des crises :** comment intégrer les questions de souveraineté économique (aides d'État) et de transition climatique dans les cursus de droit des affaires ?

Les articles soumis à la RIDO doivent strictement respecter la note aux auteurs accessible sur le site de la revue : https://www.revue-rido.com.